

## ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

INSERM

Département des affaires financières

Service achat

**Marché portant sur**  
**L'accompagnement de l'Inserm pour la réalisation de son Bilan**  
**Carbone® et de son plan de transition bas-carbone**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

Version	Date	Mise à jour
1	04/02/2025	Initiale

**CONSULTATION N° INSERM-SA-2025-04**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. CARACTERISQUES DU MARCHE</b>	<b>4</b>
2.1. OBJET	4
2.2. NATURE DE LA CONSULTATION	4
2.3. ALLOTISSEMENT	4
2.4. FORME ET MONTANT	4
2.5. DUREE	4
<b>ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>	<b>5</b>
5.1. OBLIGATION DE CONSEIL	5
5.2. OBLIGATION D'INFORMATION	6
5.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	6
5.4. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	6
<b>ARTICLE 6. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
7.1. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	7
7.2. DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATIONS	7
<b>ARTICLE 8. REGIME FINANCIER</b>	<b>7</b>
8.1. CONTENU DES PRIX	7
8.2. FORME DES PRIX	7
8.3. AVANCE	8
8.3.1. <i>PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE</i>	8
8.3.2. <i>TAUX DE L'AVANCE</i>	8
8.3.3. <i>MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AVANCE</i>	8
8.4. FACTURATION ET PAIEMENT	8
8.4.1. <i>ACOMPTES</i>	8
8.4.2. <i>MODALITÉS DE FACTURATION</i>	8
8.4.3. <i>TRANSMISSION DE LA FACTURE</i>	9
8.5. RÈGLEMENT DES SOMMES DUES	9
8.5.1. <i>REGLEMENT</i>	9
8.5.2. <i>DÉLAI DE PAIEMENT</i>	9
8.5.3. <i>INTÉRÊTS MORATOIRES</i>	10
<b>ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU MARCHE</b>	<b>10</b>
9.1. MODIFICATION DU MARCHÉ	10

9.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE	10
<b>ARTICLE 10. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>10</b>
10.1. MESURES RELATIVES AUX DEPLACEMENTS	10
10.2. MESURES RELATIVES AU PARTAGE DE DOCUMENTS	11
<b>ARTICLE 11. PENALITES</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12. RESILIATION</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13. DIFFERENDS – LITIGES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14. DEROGATIONS AU CCAG/PI</b>	<b>12</b>

## **ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)**

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)

101 Rue de Tolbiac

75013 Paris

Représenté par le professeur Didier Samuel, Président-directeur général

## **ARTICLE 2. CARACTERISQUES DU MARCHE**

### **2.1. OBJET**

Le présent marché a pour objet l'accompagnement de l'Inserm pour la réalisation de son Bilan Carbone® et de son plan de transition bas-carbone. Ce Bilan Carbone® couvrira les 3 scopes réglementaires et inclura un plan de transition bas-carbone, à la fois au niveau national et pour chaque délégation.

Les prestations attendues sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **2.2. NATURE DE LA CONSULTATION**

Le présent marché est passé en procédure adaptée de type restreint en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique.

### **2.3. ALLOTISSEMENT**

Le marché n'est pas alloti.

### **2.4. FORME ET MONTANT**

Le marché public constitue un marché mixte contenant une part à prix global et forfaitaire et une part s'exécutant par l'émission de bons de commande, en application de l'article L.2125-1 1° ainsi que des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum, toutes reconductions éventuelles comprises, est fixé à 140.000 € HT.

A titre indicatif, le montant estimatif du marché toutes reconductions comprises est de 70 000€ HT.

### **2.5. DUREE**

Le marché commence à s'exécuter à compter de la date qui sera fixée dans le courrier de notification du marché.

La date prévisionnelle de début d'exécution du marché est située aux alentours du mois de mars/avril 2025.

Le marché prend fin à l'issue d'une durée de douze (12) mois à compter de sa date de début ci-dessus. Il est reconductible deux (2) fois par période de six (6) mois.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date de fin de validité du marché. La durée de validité des bons de commande va de leur date d'émission jusqu'à la date d'admission définitive des prestations auxquels ils se rapportent.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

L'Inserm se réserve néanmoins la possibilité de ne pas reconduire le marché. En ce cas, il notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché.

Le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours d'exécution.

### **ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF et BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) issu du décret du 30 mars 2021. Ce document est librement téléchargeable sur le site [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr) ;
- L'offre du titulaire incluant son mémoire technique basé sur le cadre de réponse technique fourni dans les documents de la consultation.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire, et contraire aux clauses du présent CCP ou du CCAG/PI est réputée non écrite.

### **ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-PI, le délai global d'exécution des prestations part de la date de notification de l'ordre de service ou du bon de commande ordonnant le démarrage des prestations.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est située aux alentours du mois de mars/avril 2025.

La durée maximale de l'accompagnement est définie de la manière suivante :

Le Bilan Carbone® devra être réalisé dans les 6 premiers mois, à compter du début de l'accompagnement. Le plan d'action devra être terminé dans les 2 à 6 mois suivant la présentation du bilan.

Les prestations à bons de commande pourront être activées durant la mission et dans un délai d'un an à partir de la fin de la mission, se terminant par la présentation du plan d'action transition bas-carbone aux référentes et référents TES de l'Inserm.

En cas de dépassement du délai sur lequel il s'est engagé, le titulaire encours l'application des pénalités prévues à l'article 11 du CCP.

### **ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **5.1. OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette

obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

## **5.2. OBLIGATION D'INFORMATION**

Le titulaire est tenu de signaler à l'Inserm tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Il doit alerter l'Inserm sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations, y compris si cet événement est imputable à l'Inserm.

## **5.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG/PI, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## **5.4. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Le titulaire cède à titre exclusif à l'Inserm, qui accepte, la propriété des livrables réalisés dans le cadre du présent marché. L'Inserm se réserve les droits d'utilisation et d'exploitation des publications opérées dans le cadre du présent marché. Néanmoins, l'Inserm s'engage à ne pas faire d'utilisation à but commercial des livrables réalisées dans le cadre du présent marché.

Les droits de reproduction et de représentation cédés pourront être exploités en toutes langues et tous pays, sous toutes formes, supports et présentations et par tous procédés tant actuels que futurs.

Le titulaire garantit à l'Inserm la jouissance entière et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications, réclamations et évictions quelconques.

En contrepartie de la cession, visée aux dispositions qui précèdent, de l'intégralité des droits patrimoniaux attachés aux livrables, le titulaire recevra de l'Inserm une rémunération dont le montant est inclus dans le prix des prestations.

Le caractère de cette rémunération de la cession de droits d'auteur est expressément accepté par le titulaire par application des dispositions de l'article L.131-4 du Code de la Propriété Intellectuelle.

## **ARTICLE 6. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'Inserm et le titulaire respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le

règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

☒ L'Inserm confie au titulaire un ou plusieurs traitements de données personnelles. En application de l'article 5.2.3 du CCAG-PI, les obligations respectives des parties sont établies dans l'annexe 'Protection des données personnelles' du présent CCAP.

## **ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **7.1. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION**

Les opérations de vérification se déroulent conformément aux articles 26 à 28 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, l'établissement n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

### **7.2. DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATIONS**

A l'issue des opérations de vérification, l'Inserm prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/PI.

## **ARTICLE 8. REGIME FINANCIER**

### **8.1. CONTENU DES PRIX**

Par dérogation au 10.1.3 du CCAG/PI, les prix sont réputés inclure :

- l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations objet de la commande considérée, notamment les frais de déplacements, de restauration et d'hébergement, la main d'œuvre,
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ou encore les frais d'ajournement ou de rejet des prestations,
- les frais de reprographie,
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Le changement de qualification d'un agent du titulaire affecté à l'exécution d'un service pendant la durée de la commande ne peut en aucun cas entraîner une modification du tarif correspondant.

### **8.2. FORME DES PRIX**

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG/PI, les prix sont réputés fermes et définitifs.

### 8.3. AVANCE

#### 8.3.1. PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le titulaire indique dans son acte d'engagement s'il souhaite conserver le bénéfice de l'avance ou y renoncer.

#### 8.3.2. TAUX DE L'AVANCE

L'option B de l'article 11.1 du CCAG/PI est retenue.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article [R.2191-7](#) du code de la commande publique pour les marchés.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à **10%**.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à **5%**.

#### 8.3.3. MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande.

### 8.4. FACTURATION ET PAIEMENT

#### 8.4.1. ACOMPTES

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

#### 8.4.2. MODALITÉS DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après acceptation par l'Inserm des prestations effectuées.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.



Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro et la date d'établissement de la facture,
- la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché,
- le montant hors taxes de la facture,
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation,
- le montant T.T.C. de la facture,
- le numéro du marché,
- la référence du bon de commande,
- la date d'exécution des services,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

#### **8.4.3. TRANSMISSION DE LA FACTURE**

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour information, la réalisation de Chorus Pro est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

### **8.5. RÈGLEMENT DES SOMMES DUES**

#### **8.5.1. REGLEMENT**

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

#### **8.5.2. DÉLAI DE PAIEMENT**

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans l'acte d'engagement (AE).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

### **8.5.3. INTÉRÊTS MORATOIRES**

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

## **ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU MARCHÉ**

### ***9.1. MODIFICATION DU MARCHÉ***

Les modifications autorisées dans le cadre du marché sont celles prévues aux articles R2194-2 à R2194-9 du code de la commande publique. Ces modifications entraînent la conclusion d'un avenant. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

### ***9.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE***

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire.

## **ARTICLE 10. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT**

### ***10.1. MESURES RELATIVES AUX DÉPLACEMENTS***

En cas de déplacements dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le titulaire s'engage à utiliser de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur à la date anniversaire de début d'exécution du marché et à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du présent marché.

## **10.2. MESURES RELATIVES AU PARTAGE DE DOCUMENTS**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, un volume important de documents est susceptible d'être échangé entre l'Inserm et le titulaire. Afin de réduire l'impact environnemental lié à l'envoi de courriels avec de nombreuses et/ou volumineuses pièces jointes, l'Inserm privilégiera l'utilisation d'une plateforme collaborative telle que **Resana** pour centraliser ces échanges.

Si une autre plateforme partagée est utilisée, elle devra garantir :

- Une sécurité optimale et la confidentialité des données échangées ;
- Une accessibilité adaptée pour les utilisateurs désignés ;
- Une gestion centralisée des documents, incluant des fonctionnalités de stockage, de partage et de suivi des modifications.

Le titulaire s'engage à recourir à la plateforme partagée conformément aux exigences énoncées ci-dessus. Des contrôles pourront être effectués par l'Inserm pour vérifier la conformité des pratiques avec les dispositions de la présente clause.

## **ARTICLE 11. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités applicables au présent marché sont les suivantes.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Lorsque l'Inserm constate un retard dans la remise d'un document à transmettre en application du présent marché, il se réserve la possibilité de sanctionner le titulaire, sans mise en demeure préalable, par l'application d'une pénalité de 200 euros par jour ouvré de retard pour les 5 premiers jours de retard et de 300 euros par jour ouvré de retard à partir du sixième jour de retard.

Lorsque l'Inserm constate une absence à une réunion, il se réserve la possibilité de sanctionner le titulaire par application d'une pénalité de 500 euros par absence.

En cas de non-remplacement d'un ou de plusieurs intervenant(s) dans les conditions prévues par l'article 4.3 du présent marché, l'Inserm se réserve la possibilité de sanctionner le titulaire par application d'une pénalité de 200 euros par jour ouvré de retard.

L'application des pénalités donnera lieu à une déduction sur le montant de la facture lors de l'admission définitive des prestations.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, il n'existe pas de seuil d'exonération à l'application des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant cumulé des pénalités ne peut excéder 15% HT du montant total du bon de commande.

## **ARTICLE 12. RESILIATION**

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG/PI, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

## **ARTICLE 13. DIFFERENDS – LITIGES**

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou l'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. À défaut, il est fait application du chapitre 8 du CCAG/PI.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif de Paris est seul compétent.

Seul le droit français est applicable.

## **ARTICLE 14. DEROGATIONS AU CCAG/PI**

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG/PI
3	4.1
4	13.1
5.3	5.1.1
7.1	28.5
8.1	10.1.3
11	14
11	14.1.2
11	14.1.3
12	36 et 40